

// le dossier juridique

Loi de finances pour 2019

Les mesures sociales intéressant les entreprises et les particuliers

La loi de finances pour 2019 a été adoptée fin décembre 2018 dans un contexte tendu. Elle a été complétée *in extremis*, par des mesures pour répondre au mouvement des « gilets jaunes ». Ainsi, la prime d'activité, destinée aux travailleurs pauvres, fait l'objet de différents aménagements. Parmi les autres mesures du budget 2019, citons la création d'une indemnité de covoiturage, l'encadrement de l'allocation d'activité partielle ou encore la suppression du complément de ressources de l'allocation aux adultes handicapés.

La loi de finances pour 2019 du 28 décembre 2018 comporte des mesures sociales éparpillées intéressant tant les entreprises que les particuliers. Parmi les mesures phares, citons l'aménagement du barème des indemnités kilométriques ou encore la suppression de l'exonération sociale et fiscale attachée au don d'ordinateur ou encore la suppression au 1^{er} décembre prochain du complément de ressources de l'allocation aux adultes handicapés.

1 Mesures concernant les entreprises

CHARGE DE LA PREUVE ET ABUS DE DROIT EN MATIÈRE SOCIALE

Les organismes de recouvrement sont en droit d'écarter, comme ne leur étant pas opposables, les actes constitutifs d'un **abus de droit** (actes à caractère fictif, actes inspirés de la volonté d'éluder ou d'atténuer les contributions et cotisations sociales dues). En cas de **désaccord** sur les rectifications, le cotisant peut soumettre le litige à un **comité** des abus de droit, lequel peut également être saisi par l'Urssaf.

L'article 202 de la loi de finances pour 2019 modifie la **charge** de la **preuve** en cas de réclamation devant le juge. Pour garantir les droits des cotisants, cette charge de la preuve est désormais, **quel que soit l'avis** rendu par le **comité** des abus de droit, **supportée** par l'**organisme de recouvrement** (CSS, art. L. 243-7-2 modifié). Ces nouvelles dispositions s'appliquent aux rectifications notifiées depuis le **1^{er} janvier 2019**.

Précédemment, la charge de la preuve était supportée :

– par le cotisant, qui devait prouver qu'il n'avait pas commis d'abus de droit, si l'avis du comité était favorable à l'organisme de recouvrement ;

– par l'organisme de recouvrement, qui devait prouver le bien-fondé de ses rectifications opérées, si l'avis du comité était favorable au cotisant.

AMÉNAGEMENT DU BARÈME DES INDEMNITÉS KILOMÉTRIQUES

Afin d'encourager des modes de mobilité « plus durables », l'article 10 de la loi de finances prévoit que le **barème** des indemnités kilométriques **prendra** dorénavant **en compte** le « **type de motorisation** du véhicule » (essence, diesel, hybride, électrique, etc.). Une telle évolution législative doit permettre « de créer un taux différencié en fonction du type de motorisation dans le barème officiel d'indemnisation kilométrique » et notamment de rendre l'**utilisation** de **véhicules électriques** « **plus attractive** pour les salariés », selon l'exposé des motifs. Ce nouveau critère entraînera la modification dudit barème par un arrêté à paraître (CGI, art. 83, 3°, al. 8, modifié).

INSTAURATION D'UNE INDEMNITÉ FORFAITAIRE COVOITURAGE

En vue d'accompagner la pratique du covoiturage, l'article 3 de la loi de finances a introduit le **covoiturage** en tant que **passager** dans les moyens de transports des **trajets domicile-travail** pouvant faire l'objet d'un soutien de l'employeur sans charges sociales ni impôt sur le revenu. La **prise en charge** de ces frais de covoiturage **par l'employeur** prendra la forme d'une « **indemnité forfaitaire** de covoitu-

rage » dont les modalités seront précisées par décret à paraître. En application de l'article 81 du Code général des impôts, la prise en charge est **exonérée** d'impôt sur le revenu, de cotisations et de contributions sociales dans la **limite de 200 € par an** (*C. trav., art. L. 3261-3-1 modifié*).

La prise en charge par l'employeur est mise en œuvre (*C. trav., art. L. 3261-4*):

- par accord d'entreprise pour les entreprises soumises à l'obligation de négocier sur les salaires, l'égalité et la qualité de vie au travail;
- par décision unilatérale de l'employeur après consultation du comité social et économique pour les autres.

À NOTER Les frais de covoiturage seraient intégrés dans le « forfait mobilité durable », dont la mise en place est prévue par le projet de loi d'orientation des mobilités en cours d'examen au Parlement (*v. l'actualité n° 17705 du 3 décembre 2018*).

EXONÉRATION DES AIDES AU TRANSPORT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Certaines collectivités territoriales ont mis en place des aides au transport versées aux **salariés** qui utilisent leur **véhicule personnel** pour leurs déplacements entre leur résidence habituelle et leur lieu de **travail**. Ces aides constituent en principe un complément de rémunération imposable et soumis à cotisations et contributions sociales. L'article 3 de la loi de finances **exonère d'impôt** sur le revenu et **cotisations et contributions sociales**, dans la **limite de 240 € par an**, les **aides** versées par les collectivités territoriales, les établissements publics de coopération intercommunale et de Pôle emploi destinées à couvrir les **frais** de carburant ou d'alimentation de **véhicules électriques** engagés par les salariés pour leurs déplacements avec leur véhicule personnel entre le domicile et le lieu de travail, lorsqu'ils sont situés à au moins 30 kilomètres l'un de l'autre. Sont également concernées les aides versées pour un **conducteur en covoiturage**, mais sans condition de distance minimale (*CGI, art. 81, 19° ter modifié*). Ces dispositions ne s'appliquent pas lorsque l'employeur prend en charge les titres d'abonnements de transports publics.

ENCADREMENT DE L'ALLOCATION D'ACTIVITÉ PARTIELLE

L'activité partielle (anciennement dénommée « chômage partiel ») a pour objectif la préservation des emplois. Ce dispositif s'adresse aux entreprises qui font face à des difficultés économiques liées à une circonstance exceptionnelle (sinistre, inondation, etc.) les contraignant à réduire totalement ou partiellement leur activité

économique. L'article 272 de la loi de finances pour 2019 encadre davantage le dispositif pour, d'une part, réduire les délais de dépôt des demandes pour bénéficier de l'aide et, d'autre part, pour lutter contre la fraude.

■ Réduction du délai de prescription des demandes d'allocation

En vertu de la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, faute de déchéances particulières édictées par un texte spécifique, la **prescription quadriennale** est de droit commun en matière de prescription de créances sur les personnes publiques. Ainsi faute de dispositions particulières, ces dispositions s'appliquaient, **jusqu'au 24 septembre 2018**, aux demandes de paiement ou d'indemnisation au titre de l'allocation d'activité partielle. Pour limiter les « effets d'aubaine », dans la mesure où certaines entreprises auraient droit au versement de l'aide alors que leur situation économique se serait améliorée, la loi de finances pour 2019 a **ramené le délai** de demande de paiement de l'allocation de quatre ans à **un an** « à compter du terme de la période couverte par l'autorisation de recours à l'activité partielle » (*C. trav., art. L. 5122-1 modifié*).

Toujours pour limiter les effets d'aubaine, ce délai d'un an s'applique aux demandes de versement de l'allocation d'activité partielle pour lesquelles une demande préalable d'autorisation de recours à l'activité partielle a été déposée à compter du 24 septembre 2018 (soit la date de présentation du projet de loi de finances pour 2019 en Conseil des ministres).

■ Régime de sanctions en cas de fraude

Pour les demandes préalables d'autorisation de recours à l'activité partielle déposées avant le 24 septembre 2018, la loi ne permettait pas aux Direccte de solliciter le remboursement de l'allocation en cas de fraude ou de fausse déclaration. Pour lutter contre la fraude, la loi a modifié l'article L. 5124-1 du Code de la sécurité sociale pour adapter le régime de recouvrement des sommes indûment versées au titre de l'activité partielle. En cas de **fraude** ou de **fausse déclaration** pour bénéficier de l'allocation d'activité partielle, l'employeur peut désormais faire l'objet des **sanctions** pénales prévues à l'article L. 441-6 du Code pénal, soit deux ans de prison et 30 000 € d'amende (*C. trav., art. L. 5124-1 modifié*). Par le jeu des renvois d'articles, ce type de fraude ou de fausse déclaration est également constitutif de **travail illégal** (*C. trav., art. L. 8211-1*). Dans cette situation, le gestionnaire (l'ASP) sera autorisé à **refuser** d'accorder des **allocations d'activité partielle** à l'employeur incriminé, pendant une durée maximale de cinq ans (*C. trav., art. L. 8272-1*).

ASSUJETTISSEMENT À COTISATIONS ET IMPÔT DU DON DE MATÉRIEL INFORMATIQUE

L'article 30 de la loi de finances pour 2019 supprime certaines dépenses fiscales « inefficaces » ou « sous-utilisées », parmi lesquelles figure l'exonération attachée aux dons de matériels informatiques aux salariés.

■ Dispositif précédent: un régime social et fiscal de faveur

Depuis 2007, pour encourager l'équipement des foyers en matériel informatique, l'avantage résultant des dons

AUTRES MESURES DE LA LOI DE FINANCES POUR 2019

Parmi les mesures de la loi de finances pour 2019 intéressant la sphère du social, notons que :

- la contribution supplémentaire d'apprentissage est effectivement due au titre des rémunérations versées en 2019, des mesures correctrices ayant été introduites dans la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel (*art. 136*);
- les conditions d'éligibilité au crédit d'impôt pour le rachat des entreprises par leurs salariés sont assouplies (*art. 110*).

par les employeurs à leurs salariés de matériels informatiques et de logiciels nécessaires à leur utilisation, dès lors qu'ils étaient entièrement amortis, était exonéré d'impôt sur le revenu au titre de l'article 81 du Code général des impôts (31° bis) et de contributions et cotisations sociales, dans certaines limites.

Ainsi, cet avantage était, dans la limite d'un prix de revient global (matériels et logiciels) de 2 000 € par salarié et par an :

- exonéré d'impôt sur le revenu ;
- exonéré de CSG et de CRDS ;
- exclu de l'assiette des cotisations et, par voie de conséquence, de celle des taxes et participations assises sur les salaires, pour lesquelles l'assiette est identique à celle des cotisations sociales.

► Dispositif mis en place : fin du régime social et fiscal de faveur

L'article 30 de la loi abroge le régime social et fiscal de faveur lié au don de matériel informatique (*CGI, art. 81, 31° bis abrogé*).

La fourniture par l'employeur à ses salariés d'un matériel informatique gratuit leur permettant de faire l'économie de frais qu'ils auraient dû normalement supporter sera considérée comme un **avantage en nature soumis à cotisations sociales** et assujéti à l'impôt sur le revenu au même titre que la rémunération versée en espèces. L'avantage en nature ainsi constitué devra donc figurer sur le **bulletin de paie**.

La suppression de cette « niche » s'applique à compter de l'imposition de revenus de l'année 2019.

DÉMATÉRIALISATION DE LA TAXE SUR LES SALAIRES

L'article 198 de la loi étend l'obligation de télétransmission à la taxe sur les salaires à partir de 2019, alors que les trois quarts des déclarations sont déjà effectuées par voie électronique (*CGI, art. 1649 quater B modifié*).

2 Mesures concernant les particuliers

EXONÉRATION FISCALE ET SOCIALE DE CERTAINES INDEMNITÉS VERSÉES DANS LE CADRE D'UNE RCC

Les indemnités de rupture conventionnelle collective (RCC) bénéficient d'un régime social et fiscal de faveur. Toutefois, les **indemnités** versées dans le cadre des « **mesures** visant à faciliter l'accompagnement et le **reclassement** externe des salariés sur des emplois équivalents » visées au 7° de l'article L. 1237-19-1 du Code du travail et qui doivent être définies par l'**accord collectif** portant **rupture conventionnelle collective** n'étaient pas expressément **exonérées d'impôt** sur le revenu. C'est désormais le cas, le 1° du 1 de l'article 80 duodecies du Code général des impôts ayant été modifié en ce sens par l'article 7 de la loi de finances pour 2019. De plus, ces indemnités sont également exonérées de **cotisations de sécurité sociale** dans la limite de **deux plafonds** annuels de la sécurité sociale (81 041 € en 2019), puisque l'article L. 242-1 du Code de la sécurité sociale prévoyant cette exonération fait directement référence aux indemnités de rupture visées par l'arti-

MESURES D'ACCOMPAGNEMENT DU PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE

L'article 12 de la loi confirme le **report** au **1^{er} janvier 2020**, au lieu du 1^{er} janvier 2019, de l'entrée en vigueur pour les **particuliers employeurs** du prélèvement à la source sur les salaires qu'ils versent, car les intéressés ne disposent pas toujours « des outils, de la formation et des connaissances auxquels ont accès les employeurs professionnels ». À compter du 1^{er} janvier 2020, les particuliers employeurs pourront utiliser les services offerts par les dispositifs Cesu (chèque emploi service universel) et Pajemploi, pour le calcul de la retenue à la source et du montant du salaire net à verser aux salariés.

cle 80 duodecies (*CSS, art. L. 242-1, II, 7°*). Cette exonération tombe et les sommes sont assujetties à cotisations dès le premier euro si le montant total d'indemnités versé dépasse dix plafonds annuels de la sécurité sociale (405 240 € en 2019).

RÉVISION DES CONDITIONS D'OCTROI DE LA PRIME D'ACTIVITÉ

La prime d'activité, destinée aux travailleurs pauvres, est versée depuis le 1^{er} janvier 2016. Elle s'est alors substituée à deux aides : le RSA activité et la prime pour l'emploi.

Pour la détermination de la prime d'activité, un montant forfaitaire est retenu, auquel s'ajoutent une fraction des revenus professionnels et une ou plusieurs bonifications individuelles, suivant le nombre de personnes en activité dans le foyer. De ce total, est retranché l'ensemble des ressources du foyer.

À NOTER Le décret n° 2018-836 du 3 octobre 2018 relatif à la prime d'activité a réduit de 62 % à 61 % le taux d'abattement appliqué aux revenus professionnels à compter du mois d'août 2018. En d'autres termes, les revenus d'activité pour le calcul de la prime d'activité sont pris en compte à hauteur de 39 % et non plus 38 %, ce qui est moins favorable aux bénéficiaires.

► Revalorisation de la bonification individuelle principale

La bonification individuelle (dite bonification principale) est une fonction croissante des revenus professionnels du travailleur entre un seuil (0,5 Smic) et un plafond (0,8 Smic). Au-delà de ce plafond, son montant est fixe (*CSS, art. L. 842-3*).

Pour répondre au mouvement des « **gilets jaunes** », un **décret n° 2018-1197 du 21 décembre 2018** a été publié au *Journal officiel* du 22 décembre 2018 pour **revaloriser** la **bonification principale** de prime d'activité de **90 €** dès le 1^{er} janvier 2019.

Seules les personnes en activité dont les **revenus** mensuels nets sont **supérieurs à 0,5 Smic** (59 fois le Smic horaire brut, soit $59 \times 10,03 \text{ €} = 591,77 \text{ €}$ depuis le 1^{er} janvier 2019), perçoivent ladite bonification (en deçà de ce seuil, la bonification n'est pas due).

Le montant de la bonification est progressif. À partir de 120 fois le Smic horaire brut, le Smic horaire brut : $10,03 \text{ €} \times 120 = 1 203,60 \text{ €}$ (depuis le 1^{er} janvier 2019), la bonification est plafonnée à 29,101 % du montant forfaitaire de la prime d'activité pour une personne seule (fixé à 551,51 € par mois depuis le 1^{er} août 2018), soit 160,49 € par mois (en hausse de 90 € par rapport au montant maximum applicable avant cette date, qui était fixé à 70,49 €).

Le droit à la prime s'apprécie sur la base d'une déclaration trimestrielle des ressources (revenus professionnels nets).

À NOTER Pour le calcul de la prime d'activité, le montant de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat, qui peut être versée par les entreprises jusqu'au 31 mars 2019, est totalement exclu des revenus à prendre en compte.

■ Création d'une seconde bonification individuelle

Pour concrétiser l'engagement présidentiel de permettre aux travailleurs rémunérés au niveau du Smic de percevoir un « treizième mois », l'article 265 de la loi de finances pour 2019 a institué une **nouvelle bonification** intégrée au calcul de la prime d'activité dont les modalités de calcul restent à fixer par **décret** (CSS, art. L. 842-3 modifié).

Au cours des débats parlementaires, le gouvernement avait indiqué que le montant maximum de la seconde bonification individuelle de prime d'activité devrait être de **20 € en août 2019**, 20 € en août 2020 et 20 € en août 2021. Compte tenu de la revalorisation de la bonification principale intervenue au 1^{er} janvier 2019, l'annonce d'une hausse en août 2019 pourrait ne pas se concrétiser.

■ Modalités de versement de la prime d'activité aux accidentés du travail

Les conditions d'octroi de la prime d'activité ont été modifiées en loi de finances pour 2018 entraînant la perte du bénéfice de la prime ou la baisse de son montant pour les titulaires de rentes d'accidents du travail et maladies professionnelles (AT-MP) et de pensions ou rentes d'invalidité (v. le dossier juridique -Budg. & fisc.- n° 37/2018 du 22 février 2018).

En effet, ces rentes et pensions, considérées comme des revenus de remplacement, sont prises en compte pour le calcul de la prime d'activité pour 100 % de leur montant alors que les revenus qualifiés de professionnels (comme l'AAH) sont pris en compte à hauteur de 39 % de leur montant car ils font l'objet d'un abattement de 61 %.

Pour pallier cette situation, l'article 269 de la loi neutralise les effets de cette mesure pour 2018.

Pour les **années 2019 à 2024**, la loi prévoit expressément que les **rentes d'accidents du travail** et maladies professionnelles et les **pensions d'invalidité** sont **considérées** comme des **revenus professionnels**. À ce titre, elles sont **retenues pour 39 %** de leur montant. Néanmoins, cette mesure ne concerne pas tous les intéressés mais seulement les **anciens bénéficiaires**, soit ceux ayant bénéficié de l'assimilation des rentes et pensions à des revenus professionnels au moins une fois entre le 31 décembre 2017 et le 31 décembre 2018.

Cette mesure n'a donc pas vocation à devenir pérenne, sachant que sur la période 2019 et 2024 deux régimes vont coexister puisque les rentes et pensions seront soit considérées comme des revenus professionnels pour les anciens bénéficiaires, soit comme des revenus de remplacement pour les nouveaux bénéficiaires.

FIN DE L'AIDE À LA RECHERCHE DU PREMIER EMPLOI

La loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation

des parcours professionnels a créé, en son article 50, l'aide à la recherche du premier emploi (Arpe). Cette aide a bénéficié à près de 28 000 personnes en 2017. L'article 247 de la loi de finances pour 2019 a procédé à la suppression de cette aide, faute d'effets mesurables.

■ Aide réservée aux jeunes diplômés

L'aide était réservée aux jeunes diplômés (de moins de 28 ans), qui avaient bénéficié d'une bourse de l'enseignement supérieur et aux apprentis diplômés de l'enseignement supérieur.

Le montant de l'Arpe était égal à :

- 200 € par mois pour les titulaires d'un diplôme de l'enseignement scolaire à finalité professionnelle ;
- 300 € par mois pour ceux l'ayant obtenu par la voie de l'apprentissage ;
- au montant mensuel de leur précédente bourse pour ceux ayant obtenu leur diplôme par la voie de la formation initiale sous statut d'étudiant.

L'aide était versée pour une durée maximale de quatre mois.

L'Arpe n'était cumulable ni avec le revenu de solidarité active, ni avec la garantie jeunes.

■ Aide supprimée à partir du 1^{er} janvier 2019

L'aide à la recherche du premier emploi est supprimée à compter du 1^{er} janvier 2019 pour « permettre une réorientation des moyens vers l'aide à la mobilité étudiante », a expliqué le gouvernement dans l'exposé des motifs du projet de loi. En **contrepartie**, un **fonds d'aide** à la **mobilité** devrait être créé (par décret) qui bénéficierait d'une partie des dépenses précédemment consacrées à l'Arpe.

Si la suppression de l'Arpe est effective à compter du 1^{er} janvier 2019, les jeunes ayant obtenu leur diplôme à finalité professionnelle au plus tard le 31 décembre 2018 peuvent encore y prétendre (la demande devant être faite le 30 avril 2019 au plus tard).

SUPPRESSION DU COMPLÉMENT DE RESSOURCES DE L'AAH

La loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées du 11 février 2005 a créé deux compléments d'allocation aux adultes handicapés (AAH) :

- la majoration pour la vie autonome (MVA) ;
- le complément de ressources (CR).

Ces deux prestations ne sont pas cumulables. Elles sont accessibles aux bénéficiaires de l'AAH mais également aux bénéficiaires de l'allocation supplémentaire d'invalidité (ASI) en vertu de la loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2007. En 2017, près de 149 000 bénéficiaires de l'AAH percevaient une majoration de la vie autonome et 66 500 un complément de ressources.

L'article 266 de la loi de finances pour 2019 supprime le complément de ressources de l'AAH à effet du 1^{er} décembre 2019.

■ Dispositif en vigueur jusqu'en décembre 2019 : deux compléments d'AAH

Actuellement, les bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés et de l'allocation supplémentaire d'invalidité lourdement handicapés peuvent prétendre au bénéfice du complément de ressources ou de la majoration pour la vie autonome, s'ils :

- présentent un taux d'incapacité égal ou supérieur à 80 % ;
- perçoivent l'AAH taux plein ou à titre différentiel (en complément d'un avantage de vieillesse ou d'invalidité ou d'une rente d'accident du travail) ;
- ne perçoivent pas de revenus d'activité à caractère professionnel propres depuis un an ;
- disposent d'un logement indépendant.

Les conditions d'éligibilité à ces deux prestations sont quasi identiques à l'exception :

- du critère relatif à la capacité de travail qui doit inférieure à 5 %, s'agissant du complément de revenus ;
- du critère relatif au versement d'une aide au logement, s'agissant de la majoration pour la vie autonome.

Les **montants** (au 1^{er} avril 2018) sont en revanche **différents** :

- 179,31 € par mois pour le complément de ressources ;
- 104,77 € par mois pour la majoration pour la vie autonome.

► Dispositif applicable au 1^{er} décembre 2019 : seule la MVA sera servie

Selon les arguments du gouvernement, la **coexistence** des deux compléments « **nuît** à la **lisibilité** et à la **simplicité** » du **dispositif**, alors que l'objectif de ces deux mesures est identique : permettre aux allocataires qui disposent d'un logement indépendant de faire face aux dépenses de la vie courante.

Le choix effectué dans le cadre de l'article 266 de la loi de finances pour 2019 est de **supprimer le complément de ressources** au profit du maintien de la MVA (*CSS, art. L. 821-1-1 abrogé à effet du 1^{er} décembre 2019*). L'autre objectif affiché est de « **rationaliser les missions des maisons départementales des personnes handicapées** » qui se trouveront ainsi déchargées de l'appréciation de la capacité de travail de la personne handicapée, tout en faisant des économies puisque la différence entre les deux prestations est d'environ 75 € par mois.

Ainsi, le complément de ressources ne sera plus versé à compter du 1^{er} décembre 2019. Seule la majoration pour la vie autonome, qui nécessite que la personne bénéficie d'une aide au logement, sera allouée à la personne handicapée.

Pour éviter toute rupture de droits trop brutale, la suppression du complément de ressources **ne concernera pas les anciens bénéficiaires**. Les bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés qui ont, au 1^{er} décembre 2019, des droits ouverts au complément de ressources continueront d'en bénéficier tant qu'ils en remplissent les conditions d'éligibilité. Toutefois, le droit au complément de ressources ne sera ouvert que pour une **durée maximale de dix ans**.

Par le jeu des renvois d'articles, des dispositions comparables sont prévues s'agissant des bénéficiaires de l'allocation supplémentaire d'invalidité. Le complément de ressources ne leur sera plus versé à compter du 1^{er} décembre 2019. Ils pourront continuer à en bénéficier, s'ils en remplissent les conditions d'éligibilité, dans la limite de dix ans.

DES REVALORISATIONS DIFFÉRENCIÉES POUR LES PRESTATIONS SOCIALES

Afin de maîtriser les dépenses, les prestations sociales sont revalorisées de manière différenciée en 2019, dérogeant au principe légal d'indexation sur l'inflation mentionné à l'article L. 161-25 du Code de la sécurité sociale.

RSA EN GUYANE

Pour l'obtention du RSA en Guyane, le législateur avait prévu des délais spécifiques de détention d'un titre de séjour pour les étrangers venant de pays non membres de l'Union européenne. Le Conseil constitutionnel a estimé qu'il y avait une différence de traitement, pour l'obtention du revenu de solidarité active, entre les étrangers résidant régulièrement en Guyane et ceux résidant régulièrement sur les autres parties du territoire de la République, à l'exception de Mayotte. Il a déclaré l'article 81 du projet de loi contraire à la Constitution (*Décision n° 2018-777 DC du 28 décembre 2018*).

Le projet de loi de finances pour 2019 prévoyait un taux de revalorisation de ces prestations de 0,3 % seulement pour 2019 et 2020, dérogeant ainsi au mécanisme légal de revalorisation en fonction de l'inflation.

Si ce principe de sous-revalorisation des prestations sociales n'a pas été jugé contraire à la Constitution, en revanche les dispositions qui portaient sur l'année 2020 ont été considérées comme ne trouvant « pas leur place dans la loi de finances pour 2019 » et ont en conséquence été déclarées contraires à la Constitution (*Cons. constit., déc. n° 2018-777 DC du 28 décembre 2018, JO 30 décembre*).

À NOTER La loi de finances pour 2019 traite, dans son article 210, des prestations qui relèvent du champ du budget de l'État : les aides au logement (aide personnelle au logement, allocation de logement social, allocation de logement familial), la prime d'activité et l'allocation aux adultes handicapés. Les décisions relatives aux prestations relevant du champ des administrations de sécurité sociale ont été actées dans le cadre de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 (*L. n° 2018-1203 du 22 décembre 2018*) (*v. le dossier juridique - Sécu. cotis. - n° 46/2019 du 8 mars 2019*).

► Prestations revalorisées de 0,3 % en 2019

Les paramètres de calcul des **aides au logement** (aide personnelle au logement, allocation de logement sociale, allocation de logement familiale) sont revalorisés en principe chaque année au 1^{er} octobre sur l'indice de référence des loyers.

Ces prestations, non liées au travail, seront **revalorisées** non pas en fonction de cet indice, mais d'un taux fixé par la loi de finances à **0,3 % au 1^{er} octobre 2019**.

► Prestations faisant l'objet d'une revalorisation exceptionnelle

La prime d'activité et l'allocation aux adultes handicapés sont légalement revalorisées chaque année au 1^{er} avril en fonction de l'inflation. Mais ces prestations destinées aux plus fragiles font l'objet de revalorisations exceptionnelles, au-delà de l'inflation.

Ainsi, la **prime d'activité** qui a déjà bénéficié d'une revalorisation exceptionnelle de 20 € au 1^{er} août 2018 (*D. n° 2018-836 du 3 octobre 2018*) doit encore être majorée grâce au versement d'une seconde bonification (*v. ci-dessus*) de 20 € en août 2019, puis revalorisée de 20 € en 2020 et 2021. Toute revalorisation du montant de la prime d'activité et du montant maximal de sa bonification principale est exclue au 1^{er} avril 2019.

L'**allocation aux adultes handicapés** doit, quant à elle, être revalorisée exceptionnellement pour être portée à 900 € au 1^{er} novembre 2019. La loi de finances pour 2019 prévoit qu'il n'y aura pas de revalorisation au 1^{er} avril 2019.

REVALORISATION DU BARÈME DE L'IMPÔT SUR LE REVENU ET TITRES-RESTAURANTS

En application de l'article 2 de la loi de finances pour 2019, les tranches de revenus du barème de l'impôt sur le revenu ainsi que les seuils associés sont indexés sur l'évolution de l'indice des prix hors tabac de 2018 par rapport à 2017, soit + 1,6 % (contre 1 % l'année dernière).

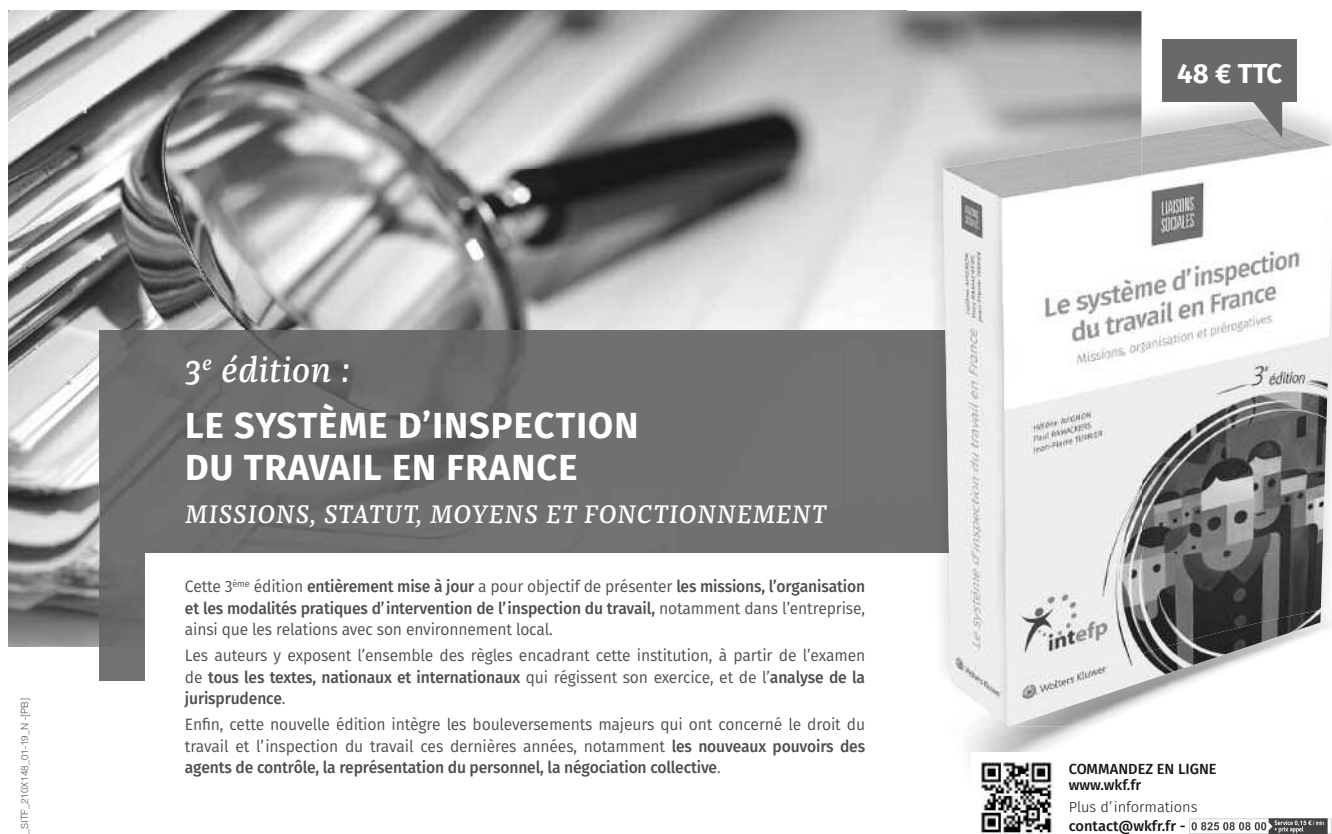
Conséquence de cette revalorisation : la **limite légale** pour l'**exonération** des **titres-restaurants** passe de 5,43 €

à **5,52 € au 1^{er} janvier 2019**. Rappelons en effet que la limite d'exonération des titres-restaurants est revalorisée chaque année dans les mêmes proportions que la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu.

SOURCES// • Loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018, JO 30 décembre
• D. n° 2018-1197 du 21 décembre 2018, JO 22 décembre



CONSULTER LES DOCUMENTS SUR :
liaisons-sociales.fr



3^e édition :

LE SYSTÈME D'INSPECTION DU TRAVAIL EN FRANCE

MISSIONS, STATUT, MOYENS ET FONCTIONNEMENT

Cette 3^{ème} édition **entièrement mise à jour** a pour objectif de présenter les **missions, l'organisation et les modalités pratiques d'intervention de l'inspection du travail**, notamment dans l'entreprise, ainsi que les relations avec son environnement local.

Les auteurs y exposent l'ensemble des règles encadrant cette institution, à partir de l'examen de **tous les textes, nationaux et internationaux** qui régissent son exercice, et de l'**analyse de la jurisprudence**.

Enfin, cette nouvelle édition intègre les bouleversements majeurs qui ont concerné le droit du travail et l'inspection du travail ces dernières années, notamment **les nouveaux pouvoirs des agents de contrôle, la représentation du personnel, la négociation collective**.

48 € TTC

Le système d'inspection du travail en France
Missions, organisation et prérogatives
3^e édition
Hélène AUGERIN
Philippe BARRACLOUGH
Hélène THIBERT
intefp
Wolters Kluwer

COMMANDEZ EN LIGNE
www.wkf.fr
Plus d'informations
contact@wkfr.fr - 0 825 08 08 00

